

**Alain HAYOT 24 février 2010**

**Friche de la Belle de Mai :**

**Introduction au débat des élections régionales organisé par le Front de Gauche  
Culture : résistance et alternative**

Votre présence, nombreuse ce soir est l'expression tout à la fois de la vitalité du mouvement culturel dans notre région, de sa fragilité et des profondes inquiétudes qui le traversent pour l'avenir.

Ces élections devraient être l'occasion d'avoir un débat de fond sur le bilan et sur l'avenir non seulement des Régions mais plus largement de notre société.

Malheureusement, la campagne actuelle se transforme en un concours de boules puantes qui alimente le dégoût de la politique et pousse à l'abstention de ceux qui pourtant ont le plus besoin d'un changement de politique.

Ce débat, au contraire, doit porter l'ampleur et la cohérence de l'entreprise néolibérale et néo conservatrice de la droite sarkozyste et mettre en lumière la difficulté de la gauche à proposer une alternative crédible enthousiasmante, une visée transformatrice.

Oui la gauche va gagner ces régionales parce qu'elle sera rassemblée au 2<sup>ème</sup> tour. Mais le risque est grand que cette victoire soit due plus au rejet de Sarkozy qu'à l'adhésion à un projet alternatif. Le risque est encore plus grand que cette victoire s'accompagne d'une abstention des classes populaires et des jeunes. En bref, faut-il encore voter par défaut ?

C'est précisément parce que la gauche est en panne de projet, est incapable aujourd'hui d'ouvrir une perspective mobilisatrice que nous avons créé le Front de Gauche.

Permettez-moi d'en dire quelques mots avant d'aborder l'enjeu culturel.

Le Front de Gauche n'est ni une affaire de circonstance ni une simple alliance électorale.

C'est une volonté affirmée collectivement par des forces politiques telles que le PC, le PG, la Gauche Unitaire, République et Socialisme mais également des acteurs du mouvement social, citoyen, culturel.

Notre ambition n'est pas de diviser la gauche mais au contraire de susciter un débat en son sein afin de dépasser la panne politique et théorique, la panne de sens qu'elle connaît et qui l'a mené plusieurs fois dans le mur ces dernières années (son absence en 2002 au 2<sup>ème</sup> tour de la présidentielle son échec politique et de projet à la présidentielle de 2007).

La gauche est-elle condamnée à gérer les collectivités locales sous la tutelle d'un pouvoir d'Etat auquel elle ne parviendrait plus à accéder ? Est-elle condamnée à des compromis en France et en Europe avec les forces libérales cautionnant ainsi des politiques qui rejettent les classes populaires, singulièrement les jeunes, dans la marginalisation et la désespérance ? Le triomphe du capitalisme financiarisé et mondialisé est-il inéluctable ? Le populisme, l'intégrisme et le communautarisme qui l'accompagne sont-ils irréversibles ? Ce sont toutes ces questions et bien d'autres que le Front de Gauche a commencé à poser aux européennes, qu'il continue de poser lors de ces régionales en avançant des propositions fortes, porteuses de sens, on y reviendra sans doute dans le débat, et qui s'inscrivent surtout dans cette volonté de révolutionner la gauche, de maintenir et de développer l'idée d'une gauche de transformation sociale qui s'attaque aux racines économiques, politiques, culturelles et idéologiques de la crise que nous connaissons.

Dans notre région la liste du Front de Gauche conduite par Jean-Marc Coppola et dans les Bouches du Rhône par Anne Mesliand, présents ce soir, est composée bien sûr des représentants des forces politiques à l'origine de sa création mais la majorité de cette liste est composée de militants syndicaux de l'enseignement et de la recherche, de la culture, de la poste comme de l'hôpital, du port de Marseille comme des industries de l'Etang de Berre, de militantes féministes ceux qui agissent contre les discriminations, des militants associatifs des quartiers populaires. On le voit il ne s'agit pas d'une liste people encore moins populiste ni d'une liste étroitement partisane.

Bien au contraire elle est animée d'une démarche citoyenne et d'une volonté transformatrice.

Le vote Front de Gauche nous aidera à porter en toute liberté et en toute autonomie, des propositions novatrices. Nous ne ferons pas de mauvais compromis sur les contenus entre les 2 tours dans le cadre de la fusion des listes. Notre campagne de 1<sup>er</sup> tour nous permettra de mieux défendre notre projet durant tout le mandat jusqu'à y compris au sein de l'exécutif régional. L'émancipation a un prix mais elle est aussi un formidable atout pour vous d'abord.

Notre débat ce soir est bien sûr tourné vers les enjeux culturels d'une telle élection. Vous le savez, le premier de ces enjeux est directement lié à la réforme décidée par le pouvoir, des collectivités territoriales qui prévoit la suppression de la compétence générale qui permet à la Région de développer des politiques culturelles.

Certes Sarkozy a dit aux vœux qu'il présenta le 4 janvier dernier au monde de la culture, qu'il n'était pas question d'enlever aux régions leur compétence culturelle. Mais tout converge pour démentir ce pieux mensonge du Chanoine de Latran : le texte en débat au Sénat et l'Assemblée Nationale dit le contraire et plus largement la suppression de la taxe professionnelle et l'objectif avoué de baisser la dépense publique des régions va dans le sens contraire des propos du Président de la République.

D'ailleurs si vous en vouliez une preuve supplémentaire la culture est totalement absente du projet de l'U.M.P et de Thierry Mariani pour Provence-Alpes-Côte d'Azur ! Le 2<sup>ème</sup> enjeu c'est la formidable accélération de l'entreprise de démolition des politiques publiques et en premier lieu du Ministère de la Culture. Certes je ne défendrai pas le Ministère tel qu'il existe aujourd'hui mais les désengagements financiers, la suppression de directions regroupées et rationalisées (grâce à la révision générale des politiques publiques) la création du conseil de la création artistique (CCA) présidé par Nicolas Sarkozy lui-même, sorte de British Council à la française, la loi HADOPI et la réforme de l'audiovisuel, tout cela converge vers une démarche et une volonté politique :

Substituer aux politiques publiques de la culture, un marché de la culture, une culture soumise aux industries culturelles, à l'audimat et à un véritable populisme culturel qui s'accommodera à l'autre extrême d'un élitisme réservé à quelques uns. Vous le vivez quotidiennement, la culture n'échappe pas à la libéralisation et à la marchandisation de toutes les dimensions de la société qu'elle touche à l'éducation, la santé, le sport ou la recherche. Faudra-t-il bientôt faire le constat du décès de l'exception culturelle ?

Ne nous y trompons pas la droite a désormais un projet culturel, oui la droite d'aujourd'hui s'intéresse à la culture. Elle s'en occupe à sa façon, celle du tout marché mais aussi celle de l'identité nationale et du populisme et du rejet de l'autre. Et nous à gauche nous regarderions cela sans réagir ? Certes, il y a des luttes, il y a de l'action, il y a des acteurs culturels qui se battent et nous sommes à leurs côtés.

La résistance est réelle mais pour qu'elle soit à la hauteur ne faut-il pas penser l'alternative, inventer un nouvel avenir ? Le politique et le culturel à gauche ne doivent-ils pas urgemment réfléchir et agir ensemble pour résister mais aussi et surtout pour réinventer l'utopie le sens d'une visée transformatrice. Les régionales sont l'occasion de travailler ensemble, de penser ensemble, d'inventer ensemble.

Quand l'Etat se désengage les collectivités ne peuvent absolument pas faire la même chose sous prétexte de ne pas se substituer à l'Etat.

Une telle attitude ferait des régions un relais des politiques gouvernementales et ne pénaliserait que les acteurs culturels eux-mêmes et les populations et les territoires au sein desquels ils travaillent.

La culture n'est pas un secteur parmi d'autres. Elle donne le sens de toute l'action publique. Vecteur d'émancipation humaine, d'appréhension et de transformation du monde, de construction du vivre ensemble dans une société de liberté, la culture est un marqueur identitaire pour la gauche.

Définir une politique culturelle se justifie en soi, même si par ailleurs nous savons le poids économique, social et citoyen qu'elle entraîne. Mais la définir pour ce qu'elle est, un bien commun de l'humanité c'est dire d'emblée l'impérieuse nécessité de politiques publiques en sa faveur avec une vision transversale de ces politiques.

C'est pour cela, que nous avons tenu dès le début du mandat qui s'achève à coélaborer avec vous les termes d'une délibération cadre, adoptée en juin 2005, qui a fixé les orientations, (aide à la création, démocratie culturelle, ouverture au monde) d'une politique pour tout le mandat. C'est cette délibération qui nous a permis, non sans mal, de donner du sens à nos actions, de définir des priorités, de lutter contre le clientélisme et la pratique détestable des dossiers signalés véritable soumission du culturel à l'égard du politique, de nous battre enfin pour obtenir des moyens supplémentaires. Sachez-le ce fut un combat quotidien.

Mais aujourd'hui les choses ont changé. L'ampleur de l'offensive de la droite, la véritable contre révolution qu'elle introduit nous oblige à repenser nos politiques. On ne peut pas se situer dans la continuité d'un bilan fut-il positif.

Il nous faut impérativement rompre avec des modes de gestion qui enferment les collectivités et les élus dans une cogestion des politiques gouvernementales au point d'en faire le relais de ces politiques que par ailleurs nous combattons. Certes, nous devons continuer d'exiger que l'Etat assume ses responsabilités mais pas au point de cautionner le démantèlement, la régression, le mariage du populisme et de l'élitisme, l'identité nationale, l'ordre moral et la loi du marché.

C'est avec vous que nous voulons instaurer un espace permanent de redéfinition des politiques publiques de l'art et de l'action culturelle. Il s'agit d'inventer ensemble un espace de compétence partagée pour résister et inventer les alternatives, pour repolitiser les enjeux auxquels nous sommes confrontés.

C'est le sens de notre première proposition : créer à l'initiative de la Région une conférence permanente de l'art et de la culture qui associe outre l'Etat et les collectivités, les représentants du mouvement culturel dans son ensemble.

Cette conférence aurait pour mission d'élaborer des schémas de développement culturel dans tous les territoires, mettrait en cohérence les aides à la création en veillant à ce qu'elles soutiennent mieux outre les grands établissements et festivals, les petites compagnies, les jeunes artistes, les lieux présents dans les quartiers populaires et les territoires décentrés, poserait dans des termes nouveaux la question de l'appropriation populaire des œuvres, l'éducation et les pratiques artistiques, veillerait à garantir la diversité culturelle, le métissage et l'ouverture au

monde, travaillerait à sécuriser les parcours de formation et d'insertion professionnelles, lutter contre la précarité de l'emploi culturel.

Notre deuxième proposition est de coélaborer avec l'ensemble du monde associatif, du monde syndical, des élus locaux un véritable plan de lutte contre toutes les formes de ségrégation culturelle, contre toutes les fractures qui instaurent une distance sociale, culturelle et symbolique avec l'art et les pratiques artistiques. Il faudra réfléchir aux expériences actuelles que vous menez, revenir sur les ruptures qui se sont opérées entre création et éducation populaire, entre la culture et les comités d'entreprises, aller au devant de tous ceux qui sont exclus de tout et qui constitue une priorité pour le Front de Gauche.

Notre troisième proposition concerne bien sûr le budget : là aussi si nous voulons faire de la Région un contre pouvoir qui prépare l'avenir, un lieu tout à la fois de résistance et d'alternative il faut en tirer une conclusion évidente et toute mon expérience d'élu le confirme : le budget régional consacré à la culture est désormais insuffisant.

Notre proposition est de décider dès 2011 que le budget culture atteigne 5% du budget régional c'est- à dire environ 100 M€ par an hors Marseille Provence 2013.

Il ne s'agit pas de jouer les «Monsieur plus» mais de considérer que, pour la gauche, la culture est une priorité politique pour les raisons de fond que j'évoquais tout à l'heure.

Bien sûr ces 3 propositions donnent le sens de notre démarche mais non la totalité de nos propositions. Nous y reviendrons sûrement dans le débat à partir de vos points de vue.

Je terminerais mon propos par une citation. Non pour satisfaire à une tradition mais pour vous exhorter à refuser la fatalité et à retrouver le chemin de l'offensive. C'est une phrase que j'emprunte à Hölderlin qui dit que «là où croît le danger né aussi ce qui sauve»

Les temps sont difficiles mais l'heure n'est ni au compromis, ni au simple refus, mais à la reconquête.